Au-delà du filtre Instagram : le rôle des musées de ville pour faire face au surtourisme et à la « touristification » de la vie urbaine

Andréa Delaplace : Docteure Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Chercheuse associée CELAT-UQAM, membre du bureau d'ICOM Cities

Dans notre monde post-pandémique marqué par une désillusion existentielle et par l'aggravation des inégalités mondiales, un curieux phénomène a fait son retour et a pris de l'ampleur : l'engouement pour des villes idéalisées. Une fois libérés de l'isolement des confinements, les gens ont ressenti un besoin d'évasion, tant physiquement que symboliquement. Des villes comme Paris, Londres, Amsterdam, New York, Barcelone et Lisbonne, entre autres, sont devenues plus que des destinations : elles se sont mises à incarner l'espoir, le désir et la réinvention. Ce regain d'intérêt, cependant, s'est manifesté par les mêmes plateformes qui ont canalisé une grande part de nos rapports sociaux pendant la pandémie : les réseaux sociaux.

Plutôt que de découvrir les villes en tant qu'ensembles complexes et habités au quotidien, les touristes et les voyageurs (ou les nomades numériques) se mettent de plus en plus à les consommer à travers le prisme d'une version imaginée de la vie urbaine, c'est-à-dire à travers une réalité fantasmée mise en scène dans des montages vidéo de 60 secondes et des photos retouchées. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais il a acquis un caractère d'urgence culturelle au regard de l'épuisement collectif, de l'angoisse écologique, et du sentiment généralisé de fragmentation politique que nous connaissons actuellement. Que cherchons-nous, au juste, quand nous voyageons aujourd'hui ? Est-ce la rencontre, la compréhension, ou simplement le contenu ?

Face à la standardisation esthétique et au surtourisme, les musées de ville peuvent offrir un contrepoint essentiel. Plutôt que de présenter une version romantisée ou aseptisée du passé citadin, ils ont le potentiel d'ancrer le visiteur (comme l'habitant) dans l'histoire réelle, vécue, de la ville. En mettant au premier plan des histoires de migration, de lutte ouvrière, de contestation, de logement et de vie quotidienne, les musées de ville peuvent résister à l'optique touristique qui gomme la complexité en faveur du spectacle. Ils peuvent mettre en lumière le fait qu'une ville est façonnée par le conflit autant que par la culture, et que le milieu local est toujours le produit d'influences mondiales entrecroisées. Un musée qui montre l'impact de l'embourgeoisement urbain, ou raconte l'histoire de communautés ayant connu l'exil, devient un espace non seulement d'éducation, mais aussi de conscience politique.

Les musées de ville peuvent également refamiliariser les habitants avec leur propre environnement, en les aidant à voir leur quartier non pas comme fonctionnel mais comme une histoire partagée et sans cesse renégociée. Par le biais d'expositions participatives, de projets d'histoire orale, ou de partenariats avec des groupes locaux, ces institutions peuvent amplifier les voix souvent étouffées par l'histoire officielle urbaine. Ils peuvent ainsi aider les gens à se sentir visibles dans leur propre ville, notamment dans des zones où la gentrification (embourgeoisement urbain) les a rendus invisibles. Plutôt que de chercher à augmenter leur fréquentation en se calquant sur les tendances touristiques, les musées peuvent inspirer un sentiment d'appartenance en jouant le rôle d'espaces civiques : des espaces pour la réflexion, le questionnement, le souvenir et l'imagination d'alternatives à la ville commerciale.

De cette façon, les musées de ville pourraient retrouver leur rôle de *communs urbains*[1] : ne pas être des archives neutres du passé, mais des institutions vivantes participant activement à l'auto-définition des villes. Ils pourraient ainsi aider à résister au piège esthétique ou même tape-à-l'œil du capitalisme hipster[2], offrant à la place quelque chose de bien plus valable : une chance de voir la ville − et sa propre place en son sein − avec clarté et solidarité.

Le surtourisme et l'appauvrissement de l'expérience urbaine

Les villes qui sont les plus représentées dans les médias sociaux (Barcelone, New York, Amsterdam, Paris, Lisbonne) sont également en proie au surtourisme. Les touristes affluent à une poignée de sites esthétisés, renforçant les cycles de congestion, augmentant les loyers et accroissant le déplacement culturel. Le mythe de l'expérience « authentique » est perpétué par des influenceurs et des créateurs de contenus *lifestyle*, mais l'expérience se voit dégradée, paradoxalement, par les pratiques mêmes que ce mythe encourage. Les voyageurs sont orientés vers des cafés, des rues et des fresques spécifiques non pas pour leur signification locale, mais parce qu'ils correspondent à une trame esthétique identifiable à l'échelle mondiale.

Cet appauvrissement de l'expérience produit des villes qui sont de plus en plus interchangeables. Les mêmes cafés, marchés d'artisanat et espaces de coworking font leur apparition dans des continents entiers, souvent dans des quartiers gentrifiés vantés comme étant « locaux » et « authentiques ». En réalité, ces lieux sont des expressions de ce que l'on appelle le capitalisme hipster, un modèle entrepreneurial qui tourne en produits de consommation la nostalgie, l'économie et le « bon goût » tout en intensifiant l'exclusion sociale et l'homogénéisation spatiale.

La gentrification touristique est un grand modificateur des paysages urbains socio-économiques contemporains. Un très bon exemple de ce phénomène est le quartier du Marais à Paris, où les processus de gentrification et de touristisation ont été intenses et ont complètement changé le visage de ce quartier du centre de Paris. Comme le formule Maria Gravari-Barbas (2017) :

> « Le quartier du Marais est une des zones touristiques les plus dynamiques de Paris. Les touristes ont été une des dernières populations à arriver dans le Marais, mais aujourd'hui, l'aspect touristique, le nombre de visiteurs et leur impact jouent un rôle décisif dans la morphologie urbaine de ce quartier. Le Marais a également inspiré les ouvrages français les plus académiques sur la gentrification résidentielle et, à un moindre degré, sur la gentrification commerciale »[3].

Maria Gravari-Barbas lie la touristisation du Marais à des processus de patrimonialisation, ainsi qu'à la gentrification commerciale et résidentielle, en mettant particulièrement l'accent sur la relation entre le développement touristique et la super-gentrification. Elle introduit le concept d'hyper-touristisation, qui intervient en seconde étape du développement touristique et se caractérise par la consolidation d'un tourisme commercial tout aussi sophistiqué, exclusif et haut de gamme. Historiquement établi au XVII^{e} siècle sur la Rive droite de la Seine comme quartier aristocratique constitué d'hôtels particuliers, le Marais a connu ensuite un certain déclin. Au milieu du XIX^{e} siècle, de petites entreprises industrielles avaient pris la place des anciennes cours et jardins, ce qui a contribué à densifier les pâtés de maisons. Inscrivant ces transformations historiques dans un cadre

analytique plus large, son article étudie la manière dont le surtourisme et le changement urbain dicté par le tourisme s'articulent avec les processus de gentrification, la gouvernance urbaine néolibérale, et des processus plus généraux de réorganisation socio-spatiale.

Bien que le musée Carnavalet, le plus ancien musée municipal de la Ville de Paris, ouvert au public en 1880, soit très antérieur à l'émergence du tourisme de masse et à la tendance actuelle de surtourisme, il peut toutefois représenter une bonne parade à ces problèmes. En mettant en avant l'histoire sociale, l'histoire politique, et l'histoire de la vie quotidienne parisienne, ce musée a le potentiel de faire le contrepoint des représentations réductrices et consuméristes de l'espace urbain et de rétablir le contexte historique et civique de l'expérience de Paris que fait le visiteur.

Le surtourisme réduit la polyvalence des centres urbains (Minoia 2017) en faisant passer leurs usages liés au tourisme avant leurs fonctions résidentielles, commerciales et communautaires. Ceci contribue aux processus de « touristification », de muséification et de Disneyisation (Gravari-Barbas et Guinand 2017), dans lesquels la vie quotidienne urbaine est redessinée pour le regard du visiteur. Il en résulte un affaiblissement de la cohésion socioculturelle, une perturbation des tissus sociaux traditionnels (Peeters *et al*. 2018), et l'émergence de tensions entre habitants et visiteurs, ce qui conduit parfois à une tourismophobie et à des mouvements anti-tourisme organisés (Colomb et Novy 2017 ; Milano 2018).

Cette réflexion situe ces mécanismes dans le domaine d'étude plus large de la gentrification. Depuis que Ruth Glass a créé le néologisme *gentrification* dans l'introduction de *London: Aspects of Change* (1964) pour décrire le remplacement d'habitants appartenant à la classe ouvrière par de nouveaux venus de classe moyenne à Londres, le concept a considérablement évolué, s'étendant sur le plan conceptuel et sur le plan géographique pour recouvrir un certain nombre de processus de transformation urbaine. Il est aujourd'hui étroitement associé aux politiques de revitalisation urbaine (Lees *et al*. 2008 ; Smith 2002), dont le concept initial était de redynamiser les centres-villes par des initiatives en matière de logement et de réaménagement (Cameron 1992 ; Couch 2003). Cependant, des détracteurs de ces politiques ont rapidement argué que ces dernières réattribuaient souvent à des groupes plus aisés les fonds publics destinés aux populations les plus vulnérables.

À partir des années 1990, la revitalisation urbaine a été un enjeu de concurrences interurbaines mondiales (Smith 2002). Sous une gouvernance néolibérale, les villes ont de plus en plus adopté des stratégies entrepreneuriales pour attirer des investissements, du tourisme et du capital. Comme l'a explicité David Harvey (2007), le virage néolibéral a multiplié les opportunités d'accumulation du capital et de spéculation immobilière, développant la « frontière urbaine » (Smith 1996). Parallèlement, la réduction des budgets publics et la désindustrialisation ont poussé les autorités locales à s'appuyer plus qu'auparavant sur l'investissement privé et les revenus du tourisme, provoquant une refonte des mécanismes de gouvernance et des projets urbains (Mosedale 2014).

Dans ce contexte, la gentrification touristique est apparue comme un processus distinct quoique interconnecté. Les ouvrages à ce sujet étudient la façon dont le tourisme accélère et transforme les dynamiques de gentrification en modifiant les marchés immobiliers (les locations temporaires), le tissu commercial (remplacement de commerces locaux par des entreprises touristiques), et l'aménagement des espaces publics. La gentrification touristique est donc inscrite dans des processus de mondialisation et de restructuration (néo)libérale plus généralisés (Harvey

2007), où entrent en jeu de nouveaux acteurs tels que les entreprises de plateformes numériques, les investisseurs internationaux, les opérateurs touristiques, ainsi que de nouveaux bénéficiaires.

La question : « Quand le tourisme est-il devenu un processus de gentrification ? » ne trouve pas de réponse simple. Le tourisme a toujours modifié les lieux par le développement d'infrastructures, la prestation de services et le changement des représentations. Comme le souligne John Urry dans *The Tourist Gaze* (2002), le tourisme introduit de nouvelles façons de voir et d'estimer les paysages et les espaces urbains. Cependant, le tourisme devient clairement « gentrifiant » lorsqu'il contribue à la hausse des prix de l'immobilier, au déplacement des résidents, à la marchandisation de la vie quotidienne, et à la réorientation des quartiers vers une consommation externe plutôt qu'une production locale. Dans les métropoles contemporaines, surtout celles soumises à un urbanisme néolibéral, le tourisme est de moins en moins un simple secteur économique mais devient un vecteur structurel de transformation socio-spatiale.

Le rôle des musées de ville : sites de résistance et de reconnexion

Dans cette conjoncture, les musées de ville offrent une intervention salutaire. Plutôt que de reproduire des images idéalisées de la ville, ils peuvent exposer les tensions, les contradictions et les diverses perspectives qui constituent la vie urbaine. En relatant des histoires de luttes ouvrières, de communautés immigrées, de mouvements pour le logement et de résistances locales, les musées de ville peuvent jouer leur rôle d'espaces de mémoire et d'engagement citoyen, et contrebalancer les visions fantaisistes et romantisées que projettent le tourisme et les médias.

Les musées de ville peuvent aussi aider les habitants à redécouvrir leurs propres quartiers. Au moyen d'une programmation participative, de l'histoire orale et de collaborations avec les communautés, ces institutions peuvent permettre aux gens de se voir eux-mêmes comme des acteurs de l'histoire de la ville qui s'écrit, pas seulement comme des consommateurs de son patrimoine, mais comme ses coauteurs. Ceci est particulièrement important dans des villes où la gentrification et le délogement ont conduit des résidents de longue date à se sentir invisibles ou exilés de lieux où ils étaient autrefois chez eux.

Lorsqu'ils adoptent cette fonction civique, les musées de ville deviennent plus que des dépositaires de culture : ils deviennent des *communs urbains*, des espaces où les choses vécues, locales ou contestées peuvent être reconnues et discutées. Ce faisant, ils aident à désamorcer le piège du spectacle inauthentique créé pour les besoins du tourisme et à redonner toute sa profondeur politique à l'expérience urbaine.

Les musées de ville peuvent servir d'espaces vitaux pour le dialogue sur les processus de transformation urbaine et leur conséquences diverses et variées. Les changements urbains contemporains affectent profondément les marchés immobiliers, les activités commerciales et les habitudes de déplacement. Dans les villes affectées par le surtourisme, par exemple, la densité de visiteurs peut rendre pénibles les trajets quotidiens en ville, les lieux publics se trouvant congestionnés et le trafic routier, accru. Ces dynamiques altèrent non seulement le tissu urbain mais aussi le ressenti de ses habitants. Dans ce cadre, les musées de ville endossent la responsabilité supplémentaire de gardiens de l'histoire urbaine, en particulier dans les quartiers qui ont subi beaucoup de réaménagement et de gentrification.

Un bon exemple est le Museu d'Història de Barcelona (MUHBA), qui a inauguré en 2023 une nouvelle annexe dans le quartier Bon Pastor, une zone soumise à un développement immobilier rapide et aux pressions de gentrification qui en découlent. Élaboré en partenariat avec les communautés de résidents locaux, ce projet mettait en œuvre la rénovation des *Cases Barates*, un groupe de logements sociaux datant du début du XX^{e} siècle. Quatre de ces « Maisons bon marché » ont été converties en un espace muséal, inscrivant ainsi l'institution dans un site historiquement et socialement porteur de sens. Bon Pastor avait été un des premiers ensembles de logements sociaux construits à Barcelone pour accueillir les habitants expulsés de logements de fortune pendant les préparatifs de l'Exposition Internationale de 1929. Pour de nombreuses familles, l'accès à ces logements représentait une transition entre ce que l'on pourrait appeler la « ville officieuse » et la « ville réglementée ». Ceci marquait un jalon de la consolidation de la gouvernance urbaine moderne.

Le MUHBA propose plusieurs perspectives d'interprétation sur l'évolution de Barcelone au cours de plus de deux millénaires, de l'époque romaine à nos jours. Ayant célébré son 80^{e}anniversaire en 2023, le musée est conçu comme un réseau polycentrique composé de 55 sites urbains dispersés dans toute la ville. Au fil du temps, son optique muséale a dépassé le traditionnel centrage sur les élites urbaines pour s'étendre au vécu des populations urbaines plus majoritaires, notamment pendant la période où Barcelone s'est imposée comme un grand centre industriel. Cette évolution a attiré d'importants flux de capitaux, de ressources et de main d'œuvre, entraînant des changements sociaux et spatiaux de grande ampleur. Plusieurs des expositions permanentes et temporaires du MUHBA traitent de la manière dont Barcelone est devenue une métropole industrielle, une évolution abordée notamment par le biais d'axes thématiques comme le travail, la démographie, la migration, le conflit social, le territoire, la technologie et le développement économique. De cette manière, le musée soulève des questions importantes sur la ville d'aujourd'hui, ses perspectives d'avenir en tant que métropole mondiale, et son rôle de capitale de la Catalogne (Pérez Rubiales et Sustersic 2024).

Ces réflexions sont particulièrement intéressantes au regard de la montée des tensions sociales qui accompagnent le tourisme à Barcelone. Cette ville est devenue emblématique des mobilisations anti-surtourisme, et notamment des manifestations où les habitants ont exprimé leur mécontentement vis à vis de l'ampleur et de la gestion du flux de visiteurs. En juillet 2024, environ 3 000 personnes ont participé à une manifestation comportant des actions symboliques ciblant des hôtels, des restaurants et d'autres commerces touristiques. Des manifestations du même genre ont de nouveau eu lieu en 2025, témoignant d'un mécontentement persistant d'une certaine partie de la population.

Le tourisme constitue un pilier central de l'économie nationale de l'Espagne, et Barcelone compte parmi les principales destinations européennes. Néanmoins, la croissance rapide du nombre de visiteurs, qui dépasse les 15 millions par an − presque dix fois la population de la ville −, a eu un impact négatif sur les prix du logement et les infrastructures urbaines. De nombreux résidents affirment que l'augmentation des loyers, les plateformes de location temporaire, et l'afflux de résidents étrangers fortunés ont contribué à les déloger des quartiers où ils avaient toujours habité. La crise du logement qui en résulte affecte des groupes démographiques divers. Les plus jeunes témoignent fréquemment d'une incapacité à trouver un logement abordable ou à faire face à l'augmentation du coût de la vie, tandis que les personnes âgées aux revenus fixes peuvent se voir

expulsées, avec des alternatives de logement limitées. Dans certains cas, les tarifs de location sont montés en flèche ces dix dernières années, ce qui aggrave la vulnérabilité socio-économique.

Dans ce contexte, les musées de ville tels que le MUHBA ont un rôle d'une importance stratégique. En consignant et en interprétant les trajectoires historiques du développement urbain, y compris l'industrialisation, la migration, la politique du logement et le conflit social, ils offrent un cadre permettant d'examiner de manière critique les enjeux contemporains, dont la gentrification et le surtourisme. En tant qu'institutions faisant partie intégrante du tissu urbain, non seulement ils préservent la mémoire collective, mais ils nourrissent aussi un débat public informé sur l'avenir de la ville et les droits de ses habitants.[4]

Attribuer ces transformations à la seule industrie du tourisme serait toutefois une simplification excessive de la situation. L'expérience historique démontre qu'investir dans la culture, les produits et les sites patrimoniaux locaux peut stimuler la vitalité économique et générer de l'emploi, ce qui contribue à la prospérité urbaine. Comme le suggère Gotham (2005), en ce qui concerne le tourisme, les forces mondiales en action et le développement local sont interconnectés et ne peuvent pas facilement être dissociés. La relation entre tourisme et gentrification est donc complexe et hétérogène : les touristes sont souvent attirés précisément par les quartiers qui ont subi, ou sont en train de subir, des processus de gentrification, du fait de leur apparence d'authenticité, leur attrait esthétique et leur capital culturel.

Au cœur de ce paysage complexe, les musées de ville occupent une place potentiellement importance, quoique ambivalente. En tant qu'institutions culturelles implantées dans des quartiers très touristiques et gentrifiés, ils profitent de l'industrie du tourisme tout en y contribuant. En même temps, ils possèdent la capacité intellectuelle et civique de faire une interprétation critique de ces transformations, de donner une voix aux habitants, et de replacer les tensions urbaines contemporaines dans le contexte de trajectoires historiques plus longues. La question demeure cependant de savoir dans quelle mesure les musées de ville peuvent activement modifier ces dynamiques. Peuvent-ils dépasser la représentation pour devenir des médiateurs dans les débats sur la durabilité urbaine, la justice en matière de logement et le droit à la ville ? Ou sont-ils inévitablement impliqués dans les processus mêmes qu'ils cherchent à analyser ?

Ces questions soulignent le besoin de reconsidérer le rôle des musées de ville afin qu'ils soient non seulement des gardiens du patrimoine, mais aussi des participants actifs dans les négociations en cours sur l'identité urbaine, la mémoire et l'équité sociale.

Notes

[1] Les communs urbains [*urban commons*] sont des ressources urbaines partagées qui sont gouvernées collectivement et gérées par les communautés au moyen de pratiques participatives, collaboratives, et à but non lucratif, avec l'objectif de garantir l'accès équitable, la gérance collective, et la production de valeur sociale. Dans les études muséales et patrimoniales, ce concept a été étendu aux institutions culturelles. Les musées peuvent être conçus comme des communs urbains lorsqu'ils dépassent leur rôle de dépositaires de collections pour devenir des espaces de gouvernance partagée, de participation

communautaire, de cocréation des connaissances, et de solidarité collective. Dans cette perspective, les musées contribuent au bien commun en permettant aux citoyens de participer activement à l'élaboration de la mémoire culturelle, du débat public, et de la vie urbaine.

[2] Le capitalisme hipster désigne une forme de capitalisme contemporain caractérisée par la marchandisation de l'authenticité, de la production artisanale, de la créativité, et de l'identité locale, qui sont transformées en initiatives commerciales rentables. Il se manifeste par l'implantation de petites entreprises indépendantes comme des brasseries artisanales, des cafés spécialisés et des boutiques *vintage*, qui combinent une esthétique anti-entreprise avec des pratiques économiques axées sur le marché. Voir Michael Scott, « "Hipster Capitalism" in the Age of Austerity? Polanyi Meets Bourdieu's New Petite Bourgeoisie », *Journal of Cultural Economy*, Vol. 11, No. 1, 2018.

[3] Citation du résumé du chapitre de Maria Gravari-Barbas.

[4] En décembre 2021, le MUHBA et ICOM Cities (anciennement CAMOC) ont conjointement organisé la conférence internationale « **Connecting Cities, Connecting Citizens: Towards a Shared Sustainability** » [Relier les villes, relier les citoyens : vers une durabilité partagée]. Cet événement de trois jours a rassemblé professionnels de musée, chercheurs et experts pour réfléchir aux fondations d'une nouvelle muséologie urbaine pour le XXIe siècle. Cette conférence a envisagé comment les musées de ville peuvent devenir des « musées des citoyens » fondés sur la recherche en histoire urbaine, la gestion du patrimoine et la participation civique. Le programme était construit autour de trois thèmes principaux : la pratique muséale, raconter la ville, et renforcer la citoyenneté, et comportait un atelier sur le rôle des musées de ville dans les zones métropolitaines en croissance rapide.

Suite à cette collaboration, j'ai participé à l'organisation du séminaire de 2022 « Immigration, logement et le droit à la ville : la vie dans les logements sociaux parisiens (HLM) et les logements sociaux de Barcelone, et leur représentation dans les musées » Ce séminaire a examiné l'expansion du logement social dans l'Europe de l'après-guerre inspirée par les principes des congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM), tout en mettant en relief les diverses façons dont ces aménagements urbains ont été mis en œuvre dans différents contextes. En comparant les cas de Paris et de Barcelone, le séminaire a imaginé comment les musées peuvent interpréter les histoires de logement social, de migration et de transformation urbaine. Il a envisagé le rôle de nouvelles approches muséales pour présenter ces histoires complexes et a avancé que toute réinvention du musée de ville doit aussi aborder, d'un point de vue historique, la question fondamentale de ce qu'habiter la ville signifie. Un enregistrement de l'atelier est accessible ici.

Références

Cameron, S. 1992. 'Housing, Gentrification and Urban Regeneration Policies', *Urban Studies* 29 (1): 3-14. https://doi.org/10.1080/00420989220080011.

Colomb, C. et Novy, J. (eds.) 2017. *Protest and Resistance in the Tourist City*. London: Routledge.

Couch, C. 2003. *Urban Renewal: Theory and Practice*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Gotham, K. F. 2005. 'Tourism Gentrification: The Case of New Orleans' Vieux Carré (French Quarter).' *Urban Studies* 42 (7): 1099–1121. https://doi.org/10.1080/00420980500120881.

Glass, R. 1964. 'Introduction' dans *London: Aspects of Change*. Édité par Ruth Glass, xiii–xlii. London: MacGibbon & Kee.

Gravari-Barbas, M. et Guinand, S. (eds.). 2017. *Tourism and Gentrification in Contemporary Metropolises: International Perspectives*. London: Routledge.

Harvey, D. 2007. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press.

Lees, L., Slater, T. et Wyly, E. 2008. *Gentrification*. New York: Routledge.

Milano, C. 2018. 'Overtourism, Maladaptation and the Politics of Tourism', *Mondes du Tourisme* 15.

Minoia, P. 2017. 'Venice Reshaped? Tourist Gentrification and Sense of Place' in *Tourism in the City: Towards an Integrative Agenda on Urban Tourism*. Édité par N. Bellini et C. Pasquinelli, 261-274. Cham: Springer.

Mosedale, J. 2014. 'Tourism Development and the Research–Policy Gap: The Role of Research in Sustainable Tourism Planning', *Journal of Sustainable Tourism*, Vol. 22, No. 2, pp. 299-317.

Peeters, P. *et al*. 2018. *Research for TRAN Committee – Over-tourism: Impact and Possible Policy Responses*. Brussels: European Parliament, Policy Department for Structural and Cohesion Policies.

Pérez Rubiales, E. et Šustersič, P. 2024. 'MUHBA Bon Pastor: A New Museum Site for the History of Housing in Barcelona', *CAMOC Review*, Summer–Fall 2024.

Smith, N. 1996. *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*. London: Routledge.

Smith, N. 2002. *American Empire: Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization*. Berkeley: University of California Press.

Urry, J. 2002. *The Tourist Gaze*. 2e ed. London: Sage.